

# Lettre au président de la République au sujet d'une guerre qui pourrait dégénérer vers le pire

Lire aussi **PAGES 2 A 5**



**PIERRE LELLOUCHE**

Dans une lettre ouverte à Emmanuel Macron, l'ancien ministre\* fait part de ses inquiétudes au président de la République concernant le dossier ukrainien. Il alerte quant au risque d'engrenage.

« Monsieur le Président, / Je vous fais une lettre, / Que vous lirez peut-être, / Si vous avez le temps... »

Rassurez-vous, Monsieur le Président, je ne suis pas un pacifiste ni un déserteur. Simplement un citoyen, préoccupé d'abord par la défense de nos intérêts nationaux, mais de plus en plus inquiet de la tournure que prennent les événements autour de la guerre d'Ukraine. Une inquiétude, je vous le confesse, en partie alimentée par vos déclarations.

La plus récente, à la télévision, mercredi 5 mars, a touché, semble-t-il, 14 millions de nos concitoyens. Vous avez réalisé une formidable part d'audience de 70 %, pour annoncer quoi ? Que, au-delà de l'Ukraine, « la menace russe nous touche », que « son agressivité ne semble pas connaître de frontières », que la Russie constitue – et vous l'avez dit à deux reprises – « une menace pour la France et pour l'Europe » et que, dans ces conditions, « rester spectateurs serait une folie »...

Alors que Trump renoue avec la Russie, vous la désignez comme notre adversaire, vous comme notre ennemie, faisant votre leitmotiv de Zelensky : « Après l'Ukraine, Poutine prendra l'Europe. » Un postulat hautement discutable au regard des piètres performances de l'armée russe après trois années de guerre contre un adversaire cinq fois moins nombreux et bien plus pauvre...

Alors que l'Amérique cherche à obtenir un cessez-le-feu au plus vite, allant même jusqu'à suspendre son aide militaire à Kiev, vous annoncez vouloir poursuivre le combat, ou plus exactement laisser les Ukrainiens poursuivre un combat pourtant perdu, car l'Ukraine ne peut simplement pas reconquérir militairement le Donbass et la Crimée. Pour cela, vous entendez, avec la majorité de vos collègues européens, continuer à soutenir l'effort de guerre de Kiev, en remplaçant l'aide américaine déjà stoppée... Jusqu'ou et avec quel objectif ? Avec quels moyens ? Mystère...

Sur l'Ukraine, vous avez commencé par essayer de dialoguer avec Poutine, à juste raison d'ailleurs, en comptant sur votre proverbiale force de conviction, mais sans avoir les moyens de peser, puisque vous n'étiez pas en mesure d'apporter un accord sur la neutralité de l'Ukraine qui aurait pu empêcher la guerre. Vous avez insisté ensuite sur la nécessité de « respecter les intérêts de sécurité de la Russie » en évitant surtout de l'« humilier », cela avant un nouveau changement de cap à 180 degrés, face aux protestations des pays d'Europe centrale, qui vous accusaient d'être pro-Poutine et de « macroner ». Depuis votre discours de Bratislava, en juin 2023, vous proclamez donc que « la Russie ne doit pas gagner cette guerre », en martelant l'idée que nous devrions aider l'Ukraine « aussi longtemps que nécessaire ». Vous avez été le premier également à proposer l'envoi de soldats en Ukraine, dès février 2024, pour des missions de combat ou de formation non définies, une proposition compromise par la dissolution, mais que vous avez reprise le 5 mars, cette fois avec un rôle

de « maintien de la paix » dans le cadre d'un éventuel cessez-le-feu.

Et puis, surtout, vous avez agité le parapluie nucléaire français, le proposant à nos partenaires européens, pour remplacer celui désormais très compromis des États-Unis. Vous avez voulu vous positionner ainsi comme le chef de guerre d'une nation menacée, et comme le patron d'une Europe de la défense en gestation, que la France aurait vocalement à diriger. Ce vaste programme, comme l'aurait qualifié le général de Gaulle, vous avez eu soin de le présenter comme parfaitement indolore : pas d'augmentation des impôts après vos promiss, pas non plus de retour au service militaire.

Malgré vos précautions oratoires, j'ai eu l'occasion de vérifier ces derniers jours auprès de nombreux Français, à Paris comme en province, la très forte vague d'anxiété que vous avez suscitée dans tout le pays.

Car, si la situation est anxiogène, permettez-moi de vous dire que vous l'êtes encore plus. « Vous êtes légitimement inquiets », avez-vous asséni au début de votre allocution de mercredi dernier. Les Français ne l'étaient peut-être pas avant que vous leur teniez ce discours. Ils le sont à coup sûr depuis, s'interrogeant sur leur avenir, et surtout sur la destination que vous semblez avoir choisie pour la nation...

Revenons précisément à la situation diplomatique et stratégique autour de l'Ukraine et aux options, toutes difficiles, qui sont devant nous. Une situation qui se décompose en deux problèmes majeurs, liés, mais distinctes.

La plus urgente porte sur l'arrêt des combats. Pour résumer, alors que Trump veut l'arrêt des combats maintenant, ni l'Ukraine ni l'Europe ne veulent s'y résoudre. Les uns veulent croire encore possible une victoire militaire sur la Russie, qui permettrait un changement de régime à Moscou et ainsi d'en finir enfin avec l'ADN impérialiste des Russes. D'autres savent la guerre perdue, mais rêvent d'une entrée de l'Ukraine dans l'Otan, en forme de garantie de sécurité pour l'après-guerre. Problème : cette option, bien qu'inscrite dans la Constitution ukrainienne, est totalement exclue par Washington, qui pourtant l'avait encouragée pendant trois décennies ! Reste alors l'idée – la vôtre et celle de votre collègue britannique, Starmer – de déployer des forces françaises et britanniques sur le sol ukrainien, qui seraient elles-mêmes soutenues par les Américains. Problème : ni les Américains ni les Russes ne veulent d'une telle formule, qui reviendrait mécaniquement à faire entrer l'Otan en Ukraine.

Face à de telles impasses, continuer la guerre comme vous le proposez, sans objectif stratégique clair et sans les moyens militaires de remplacer ceux des Américains, surtout en matière de défense antiaérienne mais aussi de renseignements et de transmission, paraît quelque peu aléatoire, sinon condamné à l'échec.

Mais, au-delà même du règlement de la guerre en Ukraine, la question posée par votre allocution

est plus grave encore, car elle concerne l'architecture future de la sécurité sur le continent. Si la Russie représente effectivement une menace existentielle pour la France et pour l'Europe, au point que certains services de renseignements craignent une attaque russe contre l'Otan dès 2030, qu'attendons-nous pour nous y préparer en urgence, sachant qu'aucun réarmement sérieux n'a été entrepris depuis le début du conflit, il y a trois ans ? Les sommets se succèdent et l'on parle beaucoup de « défense européenne », mais nulle stratégie, là encore, n'a été évoquée vis-à-vis de la Russie, et aucun montant significatif n'a été avancé.

Chacun sait que les 800 milliards annoncés par Ursula von der Leyen ne sont que de l'affichage. En pratique, seuls 150 milliards seront empruntés par l'UE, une somme très inférieure aux besoins de financement des armées européennes. Chaque État devra donc se débrouiller avec ses moyens propres. Si la Pologne et désormais l'Allemagne ont effectivement décidé de réarmer sérieusement, en France, l'état totalement dégradé de nos finances va conduire soit à l'inaction (c'est-à-dire à des annonces incantatoires non suivies d'effets tangibles), soit à des impôts de guerre, soit à des coupes majeures, mais douloureuses, parmi les 900 milliards d'euros que nous consacrons chaque année aux dépenses sociales.

Poutine regarde l'Europe se débattre dans ses contradictions et ses hésitations financières. Si, comme vous le prétendez, l'Ukraine a remis en branle l'impérialisme russe, alors il faut d'urgence nous y préparer et réarmer, ce que nous ne faisons toujours pas...

Dans le même temps, il faut s'entendre à ce que Russes et Américains aboutissent à un « deal » auquel l'Ukraine n'aura d'autre choix que de se soumettre. Une fois le cessez-le-feu signé, les sanctions contre la Russie seront levées, et de nouveaux flux économiques majeurs seront mis en place entre Washington, Moscou et probablement l'Asie également. Quant à nous, qui étions entrés dans cette guerre par procuration à la traîne de Biden, nous nous retrouvons aujourd'hui, après le revirement spectaculaire de Trump, dans la position du perdant-perdant, ayant perdu la guerre avec l'Ukraine, abandonné plusieurs dizaines de milliards d'investissements en Russie et, grâce à la rhétorique qui est la vôtre, sans espoir de nous assoier la table des négociations, donc de reconstruire une relation correcte de voisinage avec la Russie.

Bref, cette guerre, qui est déjà une calamité pour la France et pour l'Europe, pourrait dégénérer vers le pire, si de nouvelles erreurs de calcul devaient être commises dans cette période cruciale qui s'est ouverte avec la conclusion prochaine d'un cessez-le-feu parrainé par Trump et Poutine... ■

\* Pierre Lellouche a notamment publié « Engrenages. La guerre d'Ukraine et le basculement du monde » (Odié Jacob, 2024).

Retrouvez la version intégrale de ce texte sur FigaroVox Premium.